

# Derrière l'accord « one in, one out », des vies en suspens

Au moins une cinquantaine de personnes ayant traversé la Manche en canot vers l'Angleterre ont été renvoyées en France

## TÉMOIGNAGES

Il a le sentiment d'être devenu un « jouet » entre deux États, de participer à une « loterie ». Une loterie qui l'a plongé dans une confusion dont il ne s'extirpe qu'au moyen de 100 milligrammes de Sertraline tous les jours, un antidépresseur. Binyam (toutes les personnes citées par leur prénom ont requis l'anonymat) est un Erythréen de 26 ans. Il fait partie des premiers migrants qui ont été renvoyés en France après avoir rejoint de façon irrégulière le Royaume-Uni à bord de frêles canots pneumatiques, des *small boats*.

Ils sont quasiment 37 000 à avoir réussi la traversée de la Manche depuis le début de l'année. Et parmi eux, en vertu d'un accord migratoire signé entre Paris et Londres cet été, une cinquantaine au moins ont déjà fait l'objet d'un retour à la case départ. Binyam avait pris la mer à bord d'une embarcation, aux côtés d'environ 70 autres personnes, le mardi 12 août. Il croyait avoir atteint son but, pour 1400 euros, après deux tentatives infructueuses et un mois à vivre dans les campements autour de Dunkerque (Nord). Las, du groupe auquel il appartenait, une dizaine de personnes ont été placées en rétention à leur arrivée en Angleterre, dans le cadre de l'accord bilatéral souvent désigné sous la formule « one in, one out » (« une entrée, une sortie »), puisque le Royaume-Uni est censé accepter sur son territoire le même nombre de personnes qu'il refuse en France (pour le moment, une vingtaine ont rejoint la Grande-Bretagne).

### « On a le droit de savoir »

Les Britanniques n'ont pas fait connaître la manière dont ils opèrent leur sélection, un choix délibéré et justifié par le souhait d'anticiper d'éventuelles adaptations des réseaux de passeurs. « Je ne sais pas comment ils m'ont choisi. Ils m'ont fait passer un entretien de quarante minutes et ont pris mes empreintes », relate Binyam, expulsé le 9 octobre aux côtés notamment de ressortissants somaliens et yéménites, après presque deux mois de détention. « Selon quels critères ai-je été choisi ? On a le droit de savoir », martèle à son tour Ahmed, un autre Erythréen expulsé. Le Monde a rencontré ou pu documenter la situation d'au moins six migrants qui ont subi le même sort. L'un d'eux, de nationalité iranienne, a déjà réussi à retourner une seconde fois en Angleterre, où il a de nouveau été placé en détention en vue de son renvoi en France.

Binyam ne croit pas qu'il tentera une fois de plus la traversée de la Manche pour demander l'asile au Royaume-Uni. Quand il a été ramené en France par avion, il a d'abord passé deux jours dans un hôtel – où il lui a été proposé un retour volontaire dans son pays d'origine – avant d'être pris en charge dans un centre d'hébergement du nord de Paris, qui servait auparavant d'abri à des Ukrainiens. Il dort dans un es-

## Les Britanniques n'ont pas fait connaître la manière dont ils opèrent leur sélection en vue des expulsions, un choix délibéré

pace collectif où des lits de camp ont été installés, sans séparation. Il est censé y rester un mois au plus, avant d'être orienté ailleurs.

Le jeune homme a donné ses empreintes et redoute de ne pas pouvoir obtenir une protection en France. En effet, à son arrivée en Europe, ses empreintes ont été enregistrées en Pologne et il craint d'y être renvoyé, en vertu du règlement européen de Dublin, selon lequel l'examen de sa demande d'asile relève de l'Etat par lequel il est entré en Europe. « Je suis resté six ou sept mois à Varsovie. Il y avait des manifestations hostiles aux migrants, poursuit Binyam, en référence à des marches anti-immigration qui ont notamment eu lieu dans plus de 80 villes polonaises en juillet. J'ai voulu rejoindre le Royaume-Uni parce que c'est un pays sûr, que je parle anglais et qu'il n'y a pas de règlement de Dublin là-bas ».

Dublin constitue le seul mécanisme de répartition des demandeurs d'asile en Europe, bien qu'il soit très peu appliqué par certains Etats d'entrée. « En 2024, selon les données Eurostat, seules 12 % des personnes placées en procédure Dublin en France ont été transférées vers l'Etat responsable, ce qui représente 2600 personnes », relève Gérard Sadik, responsable national asile à la Cimade. Reste que si un demandeur d'asile se soustrait à un transfert Dublin, il perd son droit à un hébergement et à une allocation de subsistance en France, et ne peut redéposer une demande d'asile qu'à l'expiration d'un délai de dix-huit mois (qui passera à trois ans avec l'entrée en vigueur du pacte sur la migration et l'asile européen). « Le Royaume-Uni m'a renvoyé en France parce que c'est un pays sûr. Pourquoi ne puis-je pas y être protégé ? », interroge Binyam. S'ils veulent me renvoyer en Pologne, que vais-je faire ? Rejoindre mes compatriotes sous les ponts de Paris ? »

### Deux par deux dans des cellules

« Les hommes à qui nous avons parlé après leur expulsion vers la France ont exprimé leur horreur de se retrouver dans un pays où ils ne se sentent pas en sécurité, assure Maddie Harris, directrice de TONG britannique Humans for Rights Network. Plusieurs sont placés en procédure Dublin. C'est ainsi le cas de Yonas, un Erythréen de 25 ans, dont on a relevé les empreintes en Allemagne, où sa demande d'asile a été rejetée en octobre 2024. Ou de Mohamed, un autre Erythréen de 20 ans, qui avait décidé de rejoindre sa sœur au Royaume-Uni après avoir échoué à demander

l'asile en Suède, parce que ses empreintes avaient été enregistrées en Grèce à son arrivée en Europe. « Ma sœur vit au Royaume-Uni depuis deux ans, assure-t-il. Elle m'a même rendu visite deux fois en prison. »

La « prison » que désigne Mohamed est en réalité le centre de rétention pour immigrés de Harmondsworth, près de l'aéroport d'Heathrow, où l'Erythréen est resté presque deux mois à son arrivée en Angleterre. D'après son témoignage, corroboré par d'autres migrants retenus sur place, les hommes sont placés deux par deux dans des cellules, et enfermés la nuit de 21 heures à 7 heures, puis de nouveau de 13 heures à 14 heures. Plusieurs rapportent le cas de personnes qui ont tenté de se pendre à un détecteur de fumée fixé au plafond, d'avaler de la lessive ou d'entreprendre une grève de la faim. « J'ai perdu la tête là-bas », dit Mohamed. La présence de sa sœur dans le pays n'a pas permis d'empêcher son expulsion. Pas davantage que dans le cas d'Ahmed, un Somalien de 26 ans, détenu au centre de rétention de Brook House, près de l'aéroport de Gatwick.

Le jeune homme a essayé de faire valoir que sa sœur résidait au Royaume-Uni depuis plus dix ans, en situation régulière. Sans succès. « Vos proches peuvent vous rendre visite en France. (...) Vous n'avez pas démontré qu'il existe entre vous et vos proches une dépendance affective qui dépasse les liens affectifs normaux entre frères et sœurs et membres de la famille élargie », a estimé le Home Office dans sa décision, considérant ne pas violer l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui protège le droit au respect de la vie privée et familiale. La demande d'asile d'Ahmed a ainsi été considérée comme « irrecevable », préalable nécessaire à son

renvoi vers le « pays tiers sûr » que constitue la France.

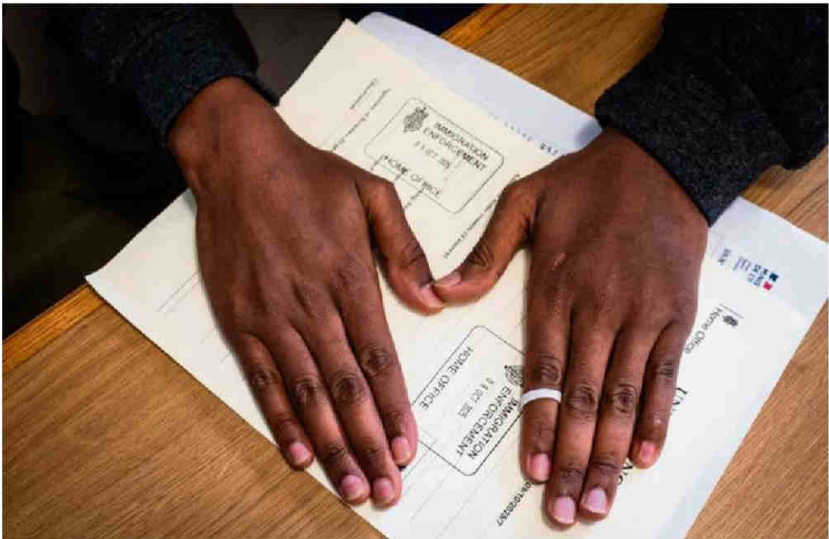
Ahmed a quitté la Somalie en 2023, expliquant fuir les Chabab, groupes djihadistes. Son périple l'a conduit en Libye, en Tunisie et en Algérie. Finalement parvenu à gagner l'Europe par la mer, il a d'abord voulu rejoindre son frère en Allemagne, mais sa demande a été rejetée, au motif que ses empreintes avaient été relevées en Espagne. Que va-t-il désormais devenir ? « Il arrive à ces personnes ce qui arrive à tous les demandeurs d'asile en France. Ce n'est ni pire, ni meilleur », résume Tom Montel, doctorant à l'université Paris-VIII préparant une thèse de science politique sur les procédures Dublin.

### Rapport de force

Tout à son souhait de satisfaire son opinion publique, Londres espère pouvoir accélérer le rythme des transferts pour les porter à plusieurs centaines par semaine. Mais un cadre du ministère de l'Intérieur, sous le couvert de l'anonymat, décrit un rapport de force au travers duquel la France négocie simultanément le montant du prochain financement du fonds Sandhurst abondé par les Britanniques pour lutter contre l'immigration irrégulière sur le littoral

« S'ils veulent me renvoyer en Pologne, que vais-je faire ? Rejoindre mes compatriotes sous les ponts de Paris ? »

BINYAM expulsé par le Royaume-Uni le 9 octobre



Documents conservés par Mohamed, à Paris, le 16 octobre.

Le centre d'hébergement où réside Mohamed et Binyam, à Paris, le 16 octobre.

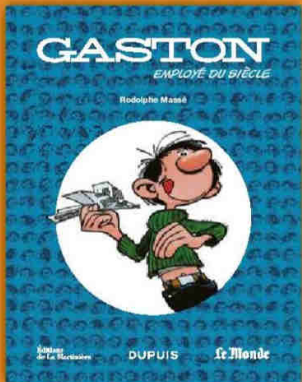
PHOTOS : CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE POUR LE MONDE

que jusque-là jugée trop dangereuse. « On fait trainer, on tient l'accord en otage », résume le cadre de la Place Beauvau.

Dans une déclaration parue le 19 octobre au *Journal officiel*, la Commission nationale consultative des droits de l'homme a demandé la dénonciation du « one in, one out », épinglant un « système particulièrement cynique et déshumanisant (...) d'externalisation de la demande d'asile » par le Royaume-Uni. ■

JULIA PASCUAL

## Le Monde | Boutique



DEPUIS 70 ANS, GASTON RÉINVENTE LA VIE DE BUREAU  
**GASTON, LE LIVRE**

152 pages avec des dessins inédits